



JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE DU 28 MAI : LES RÈGLES SONT TOUJOURS UN TABOU POUR PLUS DE LA MOITIÉ DES ADOLESCENTES ET DES FEMMES

Partout dans le monde, les stéréotypes de genre et le manque d'information et d'éducation sur les sujets de santé sexuelle et reproductive font persister les tabous autour des règles et contribuent à la déscolarisation et la précarité menstruelle des filles et des jeunes femmes. L'ONG Plan International France agit pour sensibiliser filles et garçons à ce sujet essentiel.



LE MANQUE D'INFORMATIONS SUR LES RÈGLES, UNE CAUSE DE LA DÉSCOLARISATION DES FILLES

Comme l'a révélé [un sondage de l'ONG Plan International France](#), **1 fille sur 2 à déjà manqué l'école à cause de ses règles en France**. Les stéréotypes et les préjugés liés aux menstruations renforcent considérablement les discriminations de genre et ont un véritable impact sur le quotidien et l'éducation des filles. Cette situation ne s'améliore pas lors du passage au milieu professionnel, au contraire : 55 % des jeunes femmes de 13 à 25 ans considèrent que les règles sont un sujet tabou à l'école, chiffre qui passe à 59 % au travail, selon le sondage de Plan International France.

Dans les pays en développement, **41 % des filles manquent jusqu'à 5 jours d'école par mois à cause de leurs règles** ([Menstrual hygiene day](#)). Ce tabou contribue à renforcer la précarité menstruelle : au moins une personne menstruée sur 4 dans le monde n'a pas un

accès suffisant à des protections menstruelles ou des toilettes propres. **Cette situation est principalement due aux stéréotypes de genre et au manque d'information et d'éducation sur les sujets de DSSR.**

« Il faut impérativement garantir à tous·tes les jeunes, et aux adolescentes en particulier, un accès universel et continu aux droits et à la santé sexuels et reproductifs (DSSR), y compris en situation d'urgence. »

Laura Audouard, Chargée de plaidoyer à Plan International France

PLAN INTERNATIONAL AGIT CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE ET LES TABOUS LIÉS AUX RÈGLES

A travers le programme [Parec](#) au Togo, des activités de sensibilisation sur les menstruations sont dispensées aux parents, enseignant·es, filles et garçons afin de déconstruire les tabous et permettre aux filles de poursuivre leur scolarité. Avec le programme [Agir](#) au Bénin, des protections hygiéniques sont distribuées pour lutter contre la précarité menstruelle. En Tanzanie, avec le programme [Child Labour](#), l'ONG s'engage en faveur de l'accès à l'hygiène menstruelle, par exemple à travers des clubs de discussion sur les violences faites aux femmes et la santé sexuelle et reproductive.

L'ONG Plan International France demande aux gouvernements et à la communauté internationale de financer et de garantir le respect des droits sexuels et reproductifs, y compris en situation de crises humanitaires, et de dispenser à tous·tes les jeunes une éducation complète à la sexualité. Les règles ne doivent plus être un obstacle à l'épanouissement des adolescentes et des femmes.

Pour tout complément d'information et demande d'interview, merci de contacter :

Diane Richard : diane.richard@plan-international.org / +33 7 86 45 12 10

A PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Exiger l'égalité entre les filles et les garçons et le respect de leurs droits fondamentaux, c'est œuvrer pour un monde plus juste et durable. Notre ambition : accompagner une génération de filles fortes et engagées pour transformer le monde. Depuis sa création en 1993, l'ONG Plan International France agit aux côtés des filles pour faire respecter leurs droits et atteindre l'égalité de genre. En contexte de développement ou en situation d'urgence, Plan International France intervient en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine et accompagne les enfants, en particulier les filles, les jeunes ainsi que leurs communautés grâce à des solutions durables et adaptées à leurs besoins. Pour mettre en œuvre ses programmes, l'ONG peut compter sur une communauté fidèle et engagée de près de 40 000 donateur·ices, dont 32 000 marraines et parrains, sur les entreprises engagées à ses côtés, ainsi que sur des subventions publiques. En France, l'ONG mène des missions de sensibilisation du grand public aux droits des filles et à l'égalité filles-garçons ainsi que des actions de plaidoyer auprès des décideur et décideuses politiques ou institutionnel·les.